



HAL
open science

Les approches “ culturellement sécuritaires ” envers les Autochtones en éducation

Yannick Gallant

► **To cite this version:**

Yannick Gallant. Les approches “ culturellement sécuritaires ” envers les Autochtones en éducation : Une action au carrefour de la viabilité et de la naïveté. Initio, 2021, Changements et adaptations, 9 (1), pp.78-92. hal-03487117

HAL Id: hal-03487117

<https://hal.science/hal-03487117>

Submitted on 17 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License



Cet article est distribué sous licence *Creative Commons* Paternité - Partage des conditions initiales à l'identique 4.0 International (BY SA)



Les approches « culturellement sécuritaires » envers les Autochtones en éducation

Une action au carrefour de la viabilité et de la naïveté

Yannick Gallant

Doctorant en Sciences de l'orientation, Université Laval, Faculté des sciences l'éducation, CRIEVAT
Candidat à la maîtrise en Santé publique, Faculté de médecine, Département de médecine sociale et préventive
Enseignant, Université Laval, Faculté des sciences de l'éducation, Département des fondements et pratiques en éducation

Agent de recherche et de planification socioéconomique, ministère de la Santé et des services sociaux, DGGEOP

Pour citer cet article :

Gallant, Y. (2021). Les approches « culturellement sécuritaires » envers les Autochtones en éducation. Une action au carrefour de la viabilité et de la naïveté. *Initio*, 9(1).

Résumé

L'actualité médiatique du Québec a contribué à ouvrir un dialogue sociétal sur les traitements subis par les Autochtones dans le système de santé et des services sociaux de la province. Ce dialogue, paradoxalement, a entraîné de plus en plus de membres des Premières Nations à se confier sur leurs expériences de mauvais traitements. Les appels à introduire davantage de « sécurisation culturelle » dans les services publics, par des formations aux employés sur les réalités autochtones se multiplient. Pourtant, les pratiques fondées sur la sécurisation culturelle ne remettent aucunement en question le monopole de l'expertise des professionnel·les, qui deviennent alors responsables de « sécuriser culturellement » le·la patient·e autochtone.

Alors que la faible connaissance des réalités autochtones par les professionnel·les de la santé est régulièrement pointée comme la cause de tous les maux (Legault, 2020), certain·es théoricien·nes contemporain·es n'hésitent pas à qualifier les pratiques sociales fondées sur une expertise unilatérale de potentiellement dangereuses (Le Bossé, 2007; Ryan, 1971; Rappaport et Seidman, 2000; Ninacs, 2008). Cet article apporte un éclairage théorique sur un concept qui est dénudé de sens à force d'être utilisé et suggère ainsi que soit évaluée une solution fondée sur l'empowerment ou, plus précisément, sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA-PC).

Mots-clés

Empowerment, développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA-PC), sécurisation culturelle, Nation innue, Autochtone, Premières Nations, Québec, Canada, fondements et pratiques, santé et services sociaux.

Summary

Québec's news has played a leading role in the mainstream breakthrough of the unfair treatments that have been endured by indigenous peoples in the province's public health and social services' system. The social discussion that ensued, paradoxically, has led to more and more of the First Nations' and Inuit's peoples to finally voice traumatic and violent experiences they've had. Calls to action, as to introduce 'cultural safety'-oriented practices in public services, by ways of trainings that would be given to the clinic and administrative personnel, have been made in an increasing manner. However, 'cultural safety'-oriented practices, up to this point, allows the professionals' monopoly of expertise to remain unquestioned — thus, the professional is deemed responsible to 'culturally secure' indigenous patients.

As the lack of knowledge of First Nations' and Inuit's peoples' realities is often pointed as 'the Origin of Evil' (Legault, 2020), some of today's lead researchers don't hesitate to point out that all social practices centered on a one-sided conception of expertise can be, potentially, damaging (Le Bossé, 2007; Ryan, 1971; Rappaport et Seidman, 2000; Ninacs, 2008). This article sheds some light on one of the most popular yet as polysemous concepts of recent years — empowerment — and suggests that it would be a better-suited alternative insofar as concept-centered practices rather than cultural safety.

Keywords

Empowerment, empowerment of individuals and collectivities, cultural safety, Innu Nation, Indigenous, First Nations and Inuit people, Quebec, Canada, theories and practices, health and social services.



Introduction

La question socioéducative des Autochtones se pose dans un contexte politique et sociétal bien particulier qui oriente sa définition et ses priorités. Cela en fait une réalité complexe qui nécessite de considérer plusieurs paramètres (biologiques, sociaux, économiques, culturels, etc.). Or, la manière dont les programmes d'intervention sont conçus privilégie une appréhension réductionniste des problèmes. Celle-ci repose sur une logique de prestation de services ponctuels et spécifiques qui ne permet pas la prise en compte simultanée de ces nombreux paramètres. Cette logique prend son sens lorsque l'on considère, en corolaire, que le système politique québécois fonctionne par des mandats de quatre ans, que ce soit au niveau fédéral, provincial ou municipal (Le Bossé, 2011b).

Conséquemment, la plupart des enjeux politiques sont conduits par l'impératif d'un soutien électoral à l'endroit des politicien·nes. Cette structure de mandats implique que le·la politicien·ne doit convaincre son électorat de voter pour lui·elle et qu'il·elle dispose d'une fenêtre de deux ou trois pour le faire [considérant le temps d'installation en début de mandat et le temps consacré à la campagne électorale à la fin de celui-ci]. Cela implique que les résultats de ses actions politiques doivent être efficaces, crédibles et visibles et doivent concerner le plus d'électeur·trices possible (Le Bossé, 2011b). Concrètement, cela fait en sorte qu'il y a financement public (et donc moyen d'agir) lorsqu'un problème social est simple et crédible et qu'il concerne un ensemble de personnes. En ce sens, la complexité fait rarement bonne presse en politique et, donc, ne motive que rarement la mobilisation de fonds publics. Conséquemment, les différents acteurs

nécessitant des fonds pour agir ont généralement intérêt à appréhender la santé autochtone à travers le prisme de la simplicité afin de concilier leurs enjeux à ceux des décideur·euses public·ques. Dans la même logique que l'empirisme, qui guide la construction des connaissances dans la plupart des disciplines scientifiques, la façon *simple* d'appréhender des réalités *complexes* consiste à les réduire en des entités suffisamment petites pour être appréhendées dans leur globalité. En corolaire, la science, elle, « a la cote » en politique, alors qu'elle détient une autorité bien établie sur ce qui constitue la *vérité* (Farr, 1984). Dès lors, la recette pour obtenir les moyens d'agir sur des *problèmes*, comme la santé autochtone, est relativement simple : **réduire le phénomène à des composantes conceptuellement autonomes, dont le caractère problématique est bien documenté** – idéalement de façon quantitative – et **qui s'applique à une population aussi nombreuse que possible** (Gallant, 2021).

Une cible statistique (peut-être trop) significative

Le Québec compte 114 094 citoyen·nes d'origine autochtone, dont 100 444 appartiennent à une communauté des Premières Nations (Gouvernement du Québec, 2019b). La vulnérabilité manifeste des peuples autochtones aux problèmes sociaux présentés plus haut incite les décideur·euses public·ques à agir en mettant en place des programmes d'interventions et en conduisant des études pour les Autochtones (Gouvernement du Québec, 2019b). Dans le même temps, ces difficultés engendrent des conséquences individuelles et collectives, tant financières que sociétales (Dickstein, 2009). Le terme « Autochtone » s'applique à un peu plus de 9 % de la population de la province (Gouvernement du Québec, 2020a). Néanmoins, les Premières Nations regroupées sous cette désignation ne font pas forcément face à la même réalité socioéducative.

Les « Autochtones » : un écueil à l'ambition des pratiques sociales

Les orientations politiques de réconciliation des dernières années ont amené une panoplie d'acteurs sociaux à se mettre en action pour « aider » les Autochtones (Asselin et Basile, 2012; Gouvernement du Québec, 2019b; Brereton et Parmenter, 2008). En éducation, cela a donné naissance aux approches dites « culturellement réceptives ». En santé, on qualifie *grosso modo* le même phénomène d'approches « culturellement sécuritaires » (Leclerc, Vézeau-Beaulieu, Rivard et Miquelon, 2018). Les milieux et les clinicien·nes qui s'en inspirent tentent, par différentes adaptations structurelles, de réduire l'écart culturel qui existe entre les sociétés autochtones et occidentales (McIntosh *et al.*, 2014). Concrètement, elles s'appuient sur le rapport de domination et le colonialisme subis par les peuples autochtones (Leclerc *et al.*, 2018). Même si leurs fondateur·trices reconnaissent la diversité des cultures autochtones, selon eux ·elles, certaines valeurs seraient suffisamment constantes entre les différentes cultures autochtones pour en faire les lignes directrices de ces approches inclusives : la générosité, l'indépendance, le sens des responsabilités, le respect des aîné·es et la liberté (Skinner, 1999; Battiste, 2002; Dumont, 2014; Hill et Hill, 1992).

Cette hypothèse de l'existence de constantes interculturelles au sein des communautés autochtones se heurte toutefois à la grande hétérogénéité des cultures propres aux différentes Premières Nations. C'est particulièrement le cas pour tout ce qui touche à la langue, au territoire, au contexte politique et même aux caractéristiques ethnographiques. Uniquement sur le territoire du Canada, on répertorie plus d'un demi-millier de communautés ainsi qu'une cinquantaine de langues et de dialectes autochtones (Statistique Canada, 2008). À titre d'exemple, certaines Premières Nations bénéficient de dispositions législatives qui leur permettent d'administrer leur propre système de santé, alors que d'autres sont dépendantes du gouvernement fédéral pour tout ce qui a trait au domaine de la santé et des services sociaux (Gouvernement du Québec, 2019b). Par ailleurs, on observe parfois des différences significatives entre des communautés appartenant à une même Nation. C'est par exemple le cas au sein de la nation innue, qui utilise des

dialectes et des totems distincts selon l'origine géographique des locuteur·trices¹ (Boucher, 2005). En ce sens, devons-nous conclure que toute tentative d'uniformiser les principes d'intervention auprès des Premières Nations est vouée à l'échec ? La réalité est beaucoup plus nuancée que la question en elle-même. Le concept des représentations sociales permet d'en amorcer la compréhension :

Les représentations sociales peuvent être appréhendées comme des unités de sens, des façons de se représenter un *objet* (qu'il soit animé ou non) [Moscovici, 1984] ou, dans ce cas-ci, un *groupe social*, partagées par les membres d'une société (Buschini et Cristea, 2018). En plus de faire partie du bagage collectif d'une culture donnée, on peut dire qu'elles exercent une fonction de survie² (Pépin, 2018). Les représentations sociales sont également très influencées par les médias et l'imaginaire collectif (Le Bossé, 2011a; Buschini et Cristea, 2018). Or, l'image de l'*Indien·ne*, véhiculée par l'histoire, et de l'*Autochtone*, véhiculée dans l'actualité médiatique, est simpliste et n'accentue que rarement les nuances culturelles qui différencient les Premières Nations entre elles (Lepage, 2019; Yvon, 2020a; Yvon, 2020b; Yvon, 2020c; Yvon, 2020d). Dans l'imaginaire collectif, l'« Indien·ne » du passé était originaire de différentes régions du Québec (c'est-à-dire qu'il·elle venait de différentes *bandes*), mais ceux-ci·celles-ci avaient comme traits communs de danser avec des plumes et de dormir dans des tipis. Aujourd'hui, l'archétype de l'*Autochtone* contemporain est caractérisé par la dépendance aux gouvernements, au sens juridique, qui nécessite une protection et un encadrement de l'État (ils·elles n'auraient pas les mêmes obligations citoyennes [fiscales, légales et environnementales] que les Canadien·nes, mais recevraient des services publics gratuits et de meilleure qualité) [Gouvernement du Québec, 2019b; Lepage, 2019]. Même au plan législatif, les différents gouvernements ont l'habitude de mettre tous les Autochtones « dans le même panier » (Gouvernement du Québec, 2019b). Pourtant, l'appellation « Autochtones » a servi à désigner, depuis l'arrivée des premiers explorateurs, *ceux·celles qui étaient là avant nous* (Gouvernement du Québec, 2019b; Lepage, 2019). Les Premières Nations désignent donc des peuples avec des cultures, des langues, des modes de vie et des rapports au territoire riches en diversité (Gouvernement du Canada, 2019a; Gouvernement du Québec, 2019b; Lepage, 2019). Dès lors, les pratiques sociales qui font fi de cette complexité font face à un obstacle potentiellement fatal.

Un constat de l'échec des conceptions classiques des pratiques auprès des Autochtones

Jusqu'à présent, nous sommes amenés à constater que l'efficacité des pratiques sociales n'a rien de comparable en ce qui a trait aux résultats entre les allochtones et les Autochtones (voir tableau 1); c'est-à-dire que si ces pratiques étaient viables, des problèmes, il n'y en aurait plus!

Cela dit, devons-nous conclure que les pratiques socioéducatives et sanitaires actuelles échouent à intervenir efficacement auprès des populations autochtones ? La réponse à cette question dépend invariablement des enjeux en présence et, à ce titre, relève davantage de l'opinion que d'une constatation factuelle (Le Bossé, 2011b). Le caractère relatif de ces définitions du succès ou de l'échec de l'intervention d'une pratique professionnelle fait en sorte qu'on ne peut se contenter de fonder notre appréciation de la pertinence des interventions sur la seule mise en application d'une définition proposée par un ordre professionnel ou une instance gouvernementale. En effet, ces propositions sont à la

-
- 1 Alors que le caribou occupe une grande place dans l'ordre symbolique de la plupart des communautés innues, c'est plutôt l'ours qui joue ce rôle pour les Pekuakamiulnuatsh (les gens de Pekuakami, le nom donné par les Innu·es à la région du Lac-Saint-Jean), puisque le caribou a disparu depuis longtemps de la région du Lac-Saint-Jean (Boucher, 2005).
 - 2 Imaginons, à titre d'exemple, qu'un homme décide de contester en cour une contravention émise par un policier zélé. Sa représentation du monde droit et de la justice, un milieu au décorum sévère, pourrait l'encourager à porter un veston plutôt qu'une camisole pour aller plaider sa cause devant le juge. Devant un homme à l'habillement respectant son institution de justice, le juge sera plus enclin à l'acquiescer de sa contravention que si celui-ci s'était présenté en sandales. Il ne s'agit que d'un exemple, parmi tant d'autres. Par contre, cet exemple parvient à mettre en lumière le type de stratégies qu'une personne peut puiser de son bagage culturel collectif afin de tirer son épingle du jeu en société (Pépin, 2018).

fois trop partielles (elles ont tendance à prioriser les enjeux de ses concepteurs) et trop abstraites (pas ou peu de critères opérationnels)³. Alors, au regard du problème soulevé quant aux interventions autochtones, nous pouvons en faire un critère d'évaluation des pratiques socioéducatives susceptible de faire converger les enjeux des différents acteurs, incluant les personnes concernées :

L'intervention autochtone caractérisée par un souci d'efficacité et de viabilité doit permettre d'accomplir un projet qui n'est pas contraint par les normes allochtones, tout en s'adaptant spécifiquement aux contextes et à la singularité des personnes accompagnées.

Notre revue de la littérature nous a conduits à reconnaître que les pratiques socioéducatives actuelles échouent à intervenir efficacement auprès des populations autochtones au regard de ce critère (Gallant, 2021). Cela dit, elles n'ont pas été stagnantes depuis 15 ans, mais leur échec a déjà été constaté à maintes reprises : « Visiblement, pour une raison ou une autre, le cours choix de carrière n'a pas atteint ses objectifs d'orientation professionnelle » (Gauthier, 2005, p. 226). De surcroît, encore aujourd'hui, des intervenant·es travaillant avec de jeunes Autochtones témoignent de leur difficulté générale à construire un réel projet d'intégration socioprofessionnelle; la plupart d'entre eux·elles ayant du mal à se sortir du carcan temporel du court terme, de la perspective « *au jour le jour* » qu'ils tiennent de leur bagage culturel (Goyette, Bellot et Migneault, 2013; Lévesque, 2019).

Les modèles de pratique émergents centrés sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA-PC)

S'éloignant considérablement des conceptions classiques des pratiques socioéducatives et sanitaires, de nouveaux modèles dits « constructivistes » émergent dans l'histoire récente, comme les perspectives interactionnistes-stratégiques et le *Life Design* (Massoudi et Masdonati, 2019). Selon cette manière d'appréhender la réalité, les composantes de la personne et de son contexte sont vues comme un ensemble de processus interactifs et négociés se réorganisant sans cesse plutôt que comme un lot de caractéristiques statiques (Massoudi et Masdonati, 2019; Le Bossé, 2011a). Ainsi, l'existence d'une « recette magique de l'intervention » qui ferait abstraction du contexte unique et momentané de la personne accompagnée et fonctionnerait à tout coup est improbable. Alors que la situation de la personne accompagnée est le fruit momentané de l'interaction de composantes dynamiques (qui bougent constamment dans le temps) personnelles et contextuelles, l'intervenant·e ne peut prétendre être un·e expert·e du vécu propre aux client·es; plutôt, il·elle adopte conséquemment le rôle d'un·e accompagnateur·trice (Le Bossé, 2012; Pépin, 2018; Massoudi et Masdonati, 2019).

Pour finir, c'est justement sur ce point que se démarquent les modèles constructivistes : le·la praticien·ne soutient la personne accompagnée dans la formation d'un projet cohérent avec son identité et son contexte de vie, plutôt que de prescrire une solution qui fonctionne habituellement (Le Bossé, 2012; McLaughlin, 2010). « Faire comme un autochtone » – or, aller à l'université ou aller s'installer en ville – n'est plus dès lors considéré comme une panacée. Elles conçoivent l'apprentissage, comme un processus qui se déroule tout au long de la vie, indivisible des besoins liés à la préservation et à la valorisation de la culture (Conseil canadien sur l'apprentissage, 2010; Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, 2016).

3 Par exemple, alors que l'organisation actuelle des pratiques sociales amène les décideur·euses publics à les concevoir dans une logique de prestation de services ponctuels et spécifiques, leur évaluation de la performance des pratiques sociales sera intrinsèquement relative à leurs enjeux propres (Le Bossé, 2011b). Pour eux·elles, la performance des pratiques sociales sera probablement évaluée en fonction de la qualité technique ou du nombre d'interventions, relativement à l'offre de services ayant cours dans les populations autochtones.

Les approches constructivistes reconnaissent un mouvement dynamique d'interinfluence entre les sphères de la vie (personnelle, professionnelle, familiale, etc.) [Edwards et Rothbard, 2000]. En ce sens, elles prennent acte de l'interdépendance de la vie professionnelle et de la santé qui est soulignée dans la littérature scientifique (Gove et Geerken, 1977; Hillman *et al.*, 1990; Kenneth *et al.*, 2018; Marmot, 2002; Chadwick et Bahr, 1978; Amstad *et al.*, 2011; McNall *et al.*, 2010; Shockley et Singla, 2011; Knecht, Wiese et Freund, 2016). Ces approches ne conçoivent plus les pratiques sociales comme étant destinées à combler de supposées carences ponctuelles, mais plutôt à soutenir la capacité à conduire les changements auxquels les personnes aspirent à partir d'une compréhension négociée de leur situation (Hansen, 2010). Quant à l'*empowerment*, comme il était appelé autrefois, plusieurs auteur·trices désignent maintenant cette capacité comme le DPA (Le Bossé, Bourassa, Chamberland, Fournier, Tremblay et Vallerie, 2019).

De la théorie au changement

Certaines initiatives sociales ayant vu le jour dans les dernières années, comme le *projet Ka Mamukanit*, dérogent au principe que nous avons mis en lumière (*si l'Autochtone faisait comme l'allochtone, il·elle améliorerait sa situation*) et, par le fait même, parviennent à soutenir des changements viables (Goyette, Bellot et Migneault, 2013). Le·la lecteur·trice intéressé·e par l'efficacité des pratiques sociales se demandera *ce que ces initiatives font de fondamentalement différent des premières*. Elles se sont simplement intéressées au point de vue des personnes concernées dans la définition du problème et des solutions. D'autres recherches mettent de l'avant le même facteur de réussite (Huaman, Martin et Choza, 2016; Rowhani et Hatala, 2017).

Ce simple changement de perspective permet aux administrateur·trices de dire que leur programme répond à un besoin criant de soutien de l'intégration socioprofessionnelle des jeunes Autochtones en milieu urbain. Effectivement, cette façon d'appréhender le problème et ses solutions, a permis d'accorder l'intervention aux enjeux particuliers que vivent certain·es jeunes Autochtones en milieu urbain, comme l'impératif de négociation de leur transition à la vie adulte en regard des influences parfois contradictoires des cultures autochtones et allochtones (Goyette, Bellot et Migneault, 2013; Fox *et al.*, 2005). Conséquemment, l'accompagnement offert par les intervenant·es du projet peut être conceptualisé comme un partenariat ou une collaboration vers un objectif : ce qu'ils·elles désirent, les difficultés qu'ils·elles vivent, ce qu'ils·elles projettent. Finalement, d'ailleurs, les jeunes Autochtones avec qui ils·elles ont travaillé ont *effectivement* exprimé le besoin d'être accompagné·es dans leur trajectoire vers la vie adulte et la définition d'un projet d'intégration professionnelle (Goyette, Bellot et Migneault, 2013). Dans le même sens, à ceux·celles qui ont pris la peine de demander aux jeunes Autochtones résidant sur des réserves ce dont ils·elles avaient envie, ces dernier·ères ont exprimé un désir fréquent de contribuer, par leur travail futur, à leur communauté (Gauthier, 2005; Walker, 2019).

Que conclure des approches « culturellement sécuritaires »

Dans leur état actuel

C'est particulièrement dans le domaine médical que le concept de sécurisation culturelle gagne de la popularité, une approche des soins et de la gestion où le respect de l'identité culturelle et l'exemption de relations de pouvoir sont centrales (Association des infirmières et des infirmiers du Canada, 2010; Downing, Kowal et Paradies, 2011; Garneau et Pepin, 2012; Rix, Barclay, Wilson, Stirling et Tong, 2013). Bien que constituant un pas dans la bonne direction, ces approches reconnaissent une part du problème sans parvenir à le résoudre. Effectivement, les entités s'appuyant sur ce principe intègrent à leur exercice le principe selon lequel les Autochtones ont certaines particularités par rapport aux allochtones, comme un historique de rapport de domination et de colonialisme (Leclerc *et al.*, 2018). Conséquemment, les tenants de ces approches recommandent donc, par exemple, d'acquérir une formation spécifique aux communautés locales (Gladman, Ryder et Walters, 2015; Rowan, Rukholm, Bourque-Bearskin, Baker, Voyageur et Robitaille, 2013).

Cette conceptualisation du problème place donc entre les mains du·de la professionnel·le la responsabilité de « sécuriser culturellement » le·la patient·e autochtone, gardant immaculée la conception du·de la bénéficiaire qui est passif·ve et qui renonce à son autonomie personnelle.

Les pratiques sociales *lato sensu* fondées sur une expertise unilatérale tendent à produire des résultats plutôt décevants lorsqu'il est question d'intervenir auprès des Autochtones (Awashish et Martel, 2019; Comité consultatif sur les Premières Nations et les Inuits sur le marché du travail, 2016; Gouvernement du Canada, 2020; Gouvernement du Québec, 2019b; Guay *et al.*, 2019; Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, 2018; Misra et Gergen, 1993; Morrissette et Smith, 2001). Il est même plausible de penser que la tendance de cette manière de concevoir les pratiques sociales à produire des résultats plutôt décevants contribue à entretenir la méfiance des Autochtones envers les allochtones et leurs structures de services étatiques (santé, justice, éducation, etc.) [Awashish et Martel, 2019; Browne *et al.*, 2008].

Par conséquent, nous proposons de considérer un modèle de pratique, adapté aux sciences de la santé et des services sociaux⁴, qui prend en compte le point de bascule entre l'efficacité et l'inefficacité d'une intervention en contexte autochtone, que nous appelons « centrée sur le développement du pouvoir d'émancipation des peuples autochtones » (DEPEPA). Cet exemple du portrait macrosocial à prendre en compte lors d'une intervention auprès de communautés innues nous permettra d'illustrer à quoi peut ressembler une intervention culturellement sécuritaire qui soit viable.

L'apport d'une appréhension plus spécifique du contexte d'application

L'adaptation de notre intervention au contexte spécifique des personnes et des communautés accompagnées préviendra l'erreur – naïve, mais fâcheusement habituelle – de mettre tous les Autochtones « dans le même panier ». À la lumière d'une appréhension plus précise du premier axe de la grille d'analyse des pratiques socioéducatives de Le Bossé (Le Bossé, Bourassa, Chamberland, Fournier, Tremblay et Vallerie, 2019), nous avons convenu de cibler les communautés nord-côtoises de la Première Nation innue. De notre démarche, nous avons pris connaissance de certaines particularités du monde autochtone et, plus spécifiquement, du monde innu. De ce fait, nous avons dressé la liste des acteurs et de leurs enjeux respectifs propres à ce contexte⁵, ce qui représente un portrait de l'« espace stratégique » dans lequel s'inscrit l'intervention que nous proposons (Gallant, 2021) (voir tableau 2).

Un exemple d'outil théorique adapté pour l'intégration socioprofessionnelle des jeunes Innu·es de la Côte-Nord du Québec

Notre démarche de recherche constitue une occasion de poursuivre la réflexion amorcée par Le Bossé concernant la forme des pratiques en sciences de l'orientation. Effectivement, la démarche de l'auteur a permis de proposer une forme et une finalité concrètes et viables aux pratiques en sciences de l'orientation; au sens où elles parviennent à concilier les enjeux invariants de tous les acteurs concernés par leur chaîne de production (2011b) :

-
- 4 C'est-à-dire dans une perspective holiste de la santé, un paradigme sociosanitaire – mentionnons-le – comparable au concept autochtone.
 - 5 Il est à remarquer que le portrait des acteurs et des enjeux qui est présenté ici ne découle d'aucune prétention d'exhaustivité ni de véricité. Effectivement, et c'est d'ailleurs la force de l'approche proposée, le·la lecteur·trice est encouragé·e à garder en tête que le présent portrait est issu d'une revue très extensive de la littérature scientifique et grise (Gallant, 2021), qui reste néanmoins influencée par les enjeux des différents médias qui ont relayé ces informations. Conséquemment, l'ambition de centrer l'intervention sur le soutien du DEPEPA (ou du DPC-PC) somme le·la chercheur·se ou le·la clinicien·ne d'aller rencontrer les personnes concernées et impliquées par l'intervention afin de négocier sa définition du problème avec celle de ces personnes (Le Bossé, 2011b).

[Les pratiques en sciences de l'orientation consistent en] un accompagnement négocié à visée non thérapeutique auprès des personnes et des groupes destinée à soutenir l'auto-validation de parcours d'intégration socioprofessionnelle viables.

[Ceci, dans le but de] faciliter la réunion des conditions nécessaires à la poursuite de démarches d'intégration socioprofessionnelle compatibles avec les aspirations des personnes concernées, ou plus succinctement :

Le « développement d'un pouvoir d'intégration socioprofessionnelle » (DPIS).

(Le Bossé, 2011b, p. 243).

Cet énoncé de définition a, bien sûr, été le fruit d'une discussion fondée sur la logique pragmatique, c'est-à-dire que selon le point de vue interactionniste-stratégique, la seule façon de conduire un changement viable est en conciliant, au moins minimalement, les enjeux de tous les acteurs en présence (Le Bossé, 2011b)⁶. À partir de ce point, donc en y intégrant les enjeux invariants particuliers à l'intervention autochtone, nous devrions parvenir à esquisser une conjoncture de l'intervention convoitée, que nous avons appelée le *développement d'un pouvoir d'émancipation des peuples autochtones (DEPEPA)* :

L'intervention autochtone en contexte innu est un accompagnement négocié et mutuellement bénéfique, dans un contexte de mentorat par un membre occupé de la communauté afin de soutenir le réveil culturel, le nouveau nomadisme et la prise de confiance en sa capacité à élaborer et à réaliser un parcours d'intégration socioprofessionnelle viable chez les jeunes Innu·es de la Côte-Nord du Québec.

Ceci vise à faciliter la réunion des conditions nécessaires à l'émancipation des peuples autochtones et à la poursuite des démarches d'intégration socioprofessionnelle compatibles avec les aspirations des personnes concernées, de leur communauté et des attentes sur le marché du travail allochtone. De cette façon, il résultera – vraisemblablement – une réduction significative des phénomènes pathogènes présents de façon statistiquement significative chez les Autochtones ou, plus succinctement, le « développement d'un pouvoir d'émancipation des peuples autochtones » (DEPEPA) [Gallant, 2021, p. 79].

Conclusion

Cela dit et, nous le rappelons avec une vigueur de forcenés, ce n'est pas parce que l'intégration socioprofessionnelle constitue, pour nous, un problème, que les personnes concernées par la situation partagent notre avis. Conséquemment, et il s'agit là de la clé du succès, le·la chercheur·euse intéressé·e ne peut se passer d'interroger le point de vue des jeunes Innu·es de la Côte-Nord du Québec.

Références

- Amstad, F. T., Meier, L. L., Fasel, U., Elfering, A. et Semmer, N. K. (2011). A meta-analysis of work – family conflict and various outcomes with a special emphasis on cross-domain versus matching-domain relations. *Journal of Occupational Health Psychology, 16*(1), 151-169.
- Asselin, H. et Basile, S. (2012). Éthique de la recherche avec les peuples autochtones. Qu'en pensent les principaux intéressés? *Éthique publique, 14*(1).
- Association des infirmières et infirmiers du Canada. (2010). *Énoncé de position: encourager la compétence culturelle dans les soins infirmiers*. https://cna-aiic.ca/~media/cna/page-content/pdf-fr/ps114_cultural_competence_2010_f.pdf?la=fr.

⁶ Nous invitons d'ailleurs le·la lecteur·trice à ne pas nous croire sur parole et à consulter la démarche exécutée avec finesse et originalité par l'auteur aux pages 109 à 232 du livre *Psychosociologie des sciences de l'orientation* (Le Bossé, 2011b).

- Awashish, K. et Martel, É. (2019, 30 octobre). *Étude en innovation sociale par l'insertion socioprofessionnelle dans les réseaux coopératifs et communautés autochtones* [Document inédit]. Colloque Diversités en emplois. Université Laval, Québec, Canada. https://www.cride.chaire.ulaval.ca/sites/cride.chaire.ulaval.ca/files/2019-11/Awashish%20et%20Martel_se%CC%81ance%203.pdf.
- Battiste, M. (2002). *Indigenous knowledge and pedagogy in first nations education: A literature review with recommendations*. Indian and Northern Affairs Canada (INAC). www.tinyurl.com/llyafcmwww.tinyurl.com/llyafcm.
- Boucher, N. (2005). *La transmission intergénérationnelle des savoirs dans la communauté innue de Mashteniatsb: le savoir-faire et les savoir-être au cœur des relations entre les Pekuakamiulnuatsb* [mémoire de maîtrise, Université Laval]. CorpusUL. <http://hdl.handle.net/20.500.11794/18019>.
- Brereton, D. et Parmenter, J. (2008). Indigenous employment in the Australian mining industry. *Journal of Energy & Natural Resources Law*, 26(1). 66-90.
- Browne, A. J., Smye, V. L., Rodney, P., Tang, S. Y., Mussell, B. et O'Neil, J. (2011). Access to primary care from the perspective of Aboriginal patients at an urban emergency department. *Qualitative Health Research*, 21(3). 333-348.
- Buschini, F. et Cristea, M. (2018). La délimitation des groupes dans l'étude des représentations sociales: une comparaison méthodologique sur la représentation de Facebook. *Bulletin de Psychologie*, 553(1), 483-503.
- Chadwick, B. et Bahr, H. (1978). Factors associated with unemployment among American Indians in the pacific northwest. *Phylon*, 39(4).
- Comité consultatif sur les premières nations et les inuits sur le marché du travail. (2016). Mémoire aux membres de la Commission de L'économie et du Travail: Une contribution au développement du Québec. https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjHm7W8ssnuAhXExVkKHS97DtkQFjABegQIAxAC&url=http%3A%2F%2Fwww.assnat.qc.ca%2FMedia%2FProcess.aspx%3FMediaId%3DANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_110807%26process%3DDefault%26token%3DZyMoxNwUn8ikQ%2BTRKYwPCjWtKwg%2BvIv9rjj7p3xLGTZDmLVSmJLoqe%2FvG7%2FYWzz&usg=AOvVaw3eYwSuYZt7NfGYORAdob3i.
- Conseil canadien sur l'apprentissage. (2010). État de l'apprentissage au Canada : Revue de l'année 2009-2010. https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwj5k-LRkc7uAhUKn-AKHbHGCfkQFjAAegQIAxAC&url=http%3A%2F%2Fbv.cdeacf.ca%2FEA_PDF%2F47222.pdf&usg=AOvVaw1m-61Hjh1fm3y1Zd6phQIU.
- Dickstein, D. P. (2009). The costs of mental illness. *Journal of the American academy of child and adolescent psychiatry*, 48(5). 459-460.
- Downing, R., Kowal, E. et Paradies, Y. (2011). Indigenous cultural training for health workers in Australia. *International Journal for Quality in Health Care*, 23(3). 247-257.
- Dumont, J. (2014). Honouring our strengths: Indigenous culture as intervention in addictions treatment project. *National Native Addictions Partnership Foundation*. https://thunderbirdpf.org/wp-content/uploads/2015/07/FINAL-ReferenceGuide_June25_DIGITAL.pdf.
- Edwards, J. R. et Rothbard, N. P. (2000). Mechanisms linking work and family: Clarifying the relationship between work and family constructs. *Academy of management reviews*, 25(1), 178-199.

- Farr, R. M. (1984). Les représentations sociales. Dans S. Moscovici et R. M. Farr (dir.), *Psychologie sociale* (p. 383-384). Presses Universitaires de France.
- Fox, K., Becker-Green, J., Gault, J., et Simmons, D. (2005). Native American youth in transition: The path from adolescence to adulthood in two Native American communities. *National Indian Child Welfare Association*.
- Gallant, Y. (2021). *L'intégration socioprofessionnelle et la santé des jeunes Innus de la Côte-Nord du Québec: le développement d'un pouvoir d'émancipation des peuples autochtones (DEPEPA)* [document inédit].
- Garneau, A. B. et Pepin, J. (2012). La sécurité culturelle: une analyse du concept. *Recherche en soins infirmiers*, 4(111), 22-35.
- Gauthier, R. (2005). *Le rapport à l'institution scolaire chez les jeunes amérindiens en fin de formation secondaire: Contribution à la compréhension du cheminement scolaire chez les Autochtones* [Thèse de doctorat, Université du Québec à Chicoutimi]. Constellation. <https://constellation.uqac.ca/515/1/24613872.pdf>.
- Gladman, J., Ryder C. et Walters, L. K. (2015). Measuring organisational-level Aboriginal cultural climate to tailor cultural safety strategies. *Rural and Remote Health*, 15(3050). 1-9. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26446197/>
- Gouvernement du Canada. (2019a). *Indien*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/indien>.
- Gouvernement du Canada. (2020a). *Stratégie d'emploi pour les jeunes Inuits et des Premières Nations*. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033607/1533125081187>.
- Gouvernement du Québec. (2019b). *Rapport final: Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics: Écoute, réconciliation et progrès*. https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport/Rapport_final.pdf.
- Gove, W. R. et Geerken, M. R. (1977). The effect of employment and children on the mental health of married men and women. *Social forces*, 56(1). 66-76.
- Goyette, M., Bellot, C. et Migneault, P.-E. (2013). *Évaluation de l'intervention de la 1re et de la 2e cohorte du projet Ka Mamukanit en insertion socioprofessionnelle des jeunes Autochtones de Montréal*. Commission de développement des ressources humaines des Premières Nation du Québec. <http://archives.enap.ca/bibliotheques/2014/01/030591177.pdf>.
- Guay, C., Grammond, S. et Delisle-L'heureux, C. (2019). La famille élargie, incontournable chez les Innus. *Service social*, 64(1). 103-118.
- Hansen, J. T. (2010). Consequences of the postmodernist vision: Diversity as the guiding value for the counseling profession. *Journal of Counseling & Development*, 88(1). 101-107.
- Hill, A. et Hill, V. (1992). *Substance abuse prevention programs for American Indian youth. Adolescent Substance Abuse: Etiology, Treatment, and Prevention*. Aspen.
- Hillman, S. B., Sawilowsky, S. S. et Becker, M. J. (1993). Effects of maternal employment patterns on adolescents' substance use and other risk-taking behaviors. *Journal of Child and Families Studies*, 2(1). 203-219.
- Institut de la statistique du Québec. (2016). *L'Enquête québécoise sur la santé de la population, 2014-2015: pour en savoir plus sur la santé des québécois*. Gouvernement du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/enquete-quebecoise-sur-la-sante-de-la-population-2014-2015-pour-en-savoir-plus-sur-la-sante-des-quebecois-resultats-de-la-deuxieme-edition.pdf>.
- Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. (2018). *Portrait des inégalités socioéconomiques touchant les Autochtones du Québec*. Gouvernement du Québec. https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Note_Ine_galite_s_4_WEB_02.pdf.

- Kenneth, C. H., Diona, E., Maureen, M.- K. et Scott, D. R. (2018). Employment as a social determinant of health: Exploring relationship between neurocognitive function and employment status. *Rehabilitation research, policy and education*, 32(2).
- Knecht, M., Wiese, B. S. et Freund, A. M. (2016). Going beyond work and family: A longitudinal study on the role of leisure in the work-life interplay. *Journal of Organizational Behavior*, 37(1). 1061-1077.
- Le Bossé, Y. (2007). *Le développement du pouvoir d'agir: Une alternative crédible ?* Anas.fr. https://www.anas.fr/L_-approche-centree-sur-le-developpement-du-pouvoir-d-agir-une-alternative-credible_a524.html.
- Le Bossé, Y. (2011a). *Introduction à la psychosociologie contemporaine*. Association de Recherche et Développement sur les Initiatives Sociales (ARDIS).
- Le Bossé, Y. (2011b). *Psychosociologie des sciences de l'orientation : un point de vue interactionniste et stratégique*. Association de Recherche et Développement sur les Initiatives Sociales (ARDIS).
- Le Bossé, Y. (2012). *Sortir de l'impuissance : Invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités*. Association de Recherche et Développement sur les Initiatives Sociales (ARDIS).
- Le Bossé, Y., Bourassa, B., Chamberland, M., Fournier, G., Tremblay, S.- P. et Valerie, B. (2019). Du bon usage de l'incertitude: un exemple de l'utilisation de l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA-PC) au domaine de l'orientation. Dans J. Masdonati, K. Massoudi et J. Rossier (dir.), *Repères pour l'orientation* (p. 297-329). Decitre.
- Leclerc, A.- M., Vézeau-Beaulieu, K., Rivard, M.- C. et Miquelon, P. (2018). Sécurisation culturelle en santé, un concept émergent: Pistes d'application auprès des communautés autochtones. *Perspective infirmière*, 15(3), 50-53. <https://www.oiiq.org/w/perspective-infirmiere-vol-15-no-3-2018-3.pdf>.
- Legault, F. (2020, 7 octobre). Conférence de presse sur la COVID-19. *Facebook*. <https://www.facebook.com/FrancoisLegaultPremierMinistre/videos/3366962076716120/>.
- Lepage, P. (2019). *Mythes et réalités sur les peuples autochtones*. Institut Tshakapesh. http://www.cdpdj.qc.ca/Publications/Mythes-Realites.pdf?fbclid=IwAR0Op36eQdB8pWCW_kB5Xtt9fYF9wvzjy210omkrb4Ob63fx4Sw1NIncFH8.
- Lévesque, C. (2019a). *L'éducation scolaire chez les Premières Nations et les Inuits du Québec: refaire nos devoirs, construire la réconciliation*. Conférence de consensus sur la mixité sociale et scolaire, Montréal, Québec, Canada.
- Marmot, M. (2002). The influence of income on health: Views of an epidemiologist. *Health Affairs*, 21(2), 31-46.
- Massoudi, K. et Masdonati, J. (2019). Introduction. Dans J. Masdonati, K. Massoudi et J. Rossier (dir.), *Repères pour l'orientation* (p. 9-15). Decitre.
- McIntosh, K., Moniz, C., Craft, C. B., Golbty, R. et Steinwand-Deschambeault, T. (2014). Implementing school-wide positive behavioural interventions and supports to better meet the needs of indigenous students. *Canadian Journal of School Psychology*, 29(3). 236-257.
- McLaughlin, K. (2010). Control and social work: A reflection on some twenty-first century developments. *Practice*, 22(3). 143-154.
- McNall, L. A., Nicklin, J. M. et Masuda, A. D. (2010). A meta- analytic review of the consequences associated with work-family enrichment. *Journal of Business and Psychology*, 25(1). 381-396.
- Misra, G. et Gergen, K. J. (1993). On the place of culture in psychological science. *International Journal of Psychology*, 28(2). 225-243.
- Morrisette, P. J. et Smith, D. B. (2001). The experiences of white male counsellors who work with first nation clients. *Canadian Journal of Counseling*, 35(1). 74-88.

- Moscovici, S. (1984). *Psychologie sociale*. Presses Universitaires de France.
- Ninacs, W. A. (2008). *Empowerment et intervention: développement de la capacité d'agir et de la solidarité*. Presses de l'Université Laval.
- Pépin, Y. (2018). *Intervention psychosociale: perspective interactionniste stratégique*. Les Presses de l'Université Laval.
- Rappaport, J. et Seidman, E. (2000). *Handbook of Community Psychology*. Kluwer Academic/Plenum.
- Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. (2016). *Favoriser la préservation de l'identité culturelle des enfants autochtones dans les villes*. https://www.rcaaq.info/wp-content/uploads/2017/11/Memoire_RCAAQ_Projet_de_loi_99_LPJ.pdf.
- Rix, E. F., Barclay, L., Wilson, S., Stirling, J. et Tong, A. (2013). Service providers' perspectives, attitudes and beliefs on health services delivery for Aboriginal people receiving haemodialysis in rural Australia: A qualitative study. *British Medical Journal Open*, 3(10).
- Rowan, M. S., Rukholm, E., Bourque-Bearskin, L., Baker, C., Voyageur, E. et Robitaille, A. (2013). Cultural competence and cultural safety in Canadian schools of nursing: A mixed methods study. *International Journal of Nursing Education Scholarship*, 10(1). 1-10.
- Rowhani, M. et Hatala, A. R. (2017). A systematic review of resilience research among indigenous youth in contemporary Canadian contexts. *International Journal of Health, Wellness & Society*, 7(4). 45-58.
- Ryan, W. (1971). *Blaming the victim*. Pantheon.
- Shockley, K. M., et Singia, N. (2011). Reconsidering work-family interactions and satisfaction: A meta-analysis. *Journal of Management*, 37(1). 861-886.
- Skinner, L. (1999). Teaching through traditions: Incorporating native languages and cultures into curricula. Dans K. Swisher et J. Tippeconnic (dir.), *Next steps: Research and practice to advance Indian education* (p. 107-134). Clearinghouse.
- Statistique Canada. (2008). *Profil de la population autochtone, Recensement de 2006*. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-594/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2491005&Geo2=PR&Code2=24&Data=Count&SearchText=Bouchette&SearchType=Contains&SearchPR=01&B1=All&Custom=>.
- Statistique Canada. (2016b). *Enquêtes sur la santé des collectivités canadiennes : 2015*. Gouvernement du Canada. <https://www.inspq.qc.ca/boite-outils-pour-la-surveillance-post-sinistre-des-impacts-sur-la-sante-mentale/enquetes-populationnelles/enquete-sur-la-sante-dans-les-collectivites-canadiennes-escc-composante-annuelle>.
- Statistique Canada. (2017c). *Tableaux de données : recensement de 2016*. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=24&GL=-1&GID=1334858&GK=1&GRP=1&O=D&PID=110668&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=123&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>.
- Walker, L. (2019). Giving voice to first nation young people disengaged from education in Northern territory with a specific focus on barriers on education and their aspirations for the future. *Australian and International Journal of Rural Education*, 29(1). 58-71.
- Yvon, A.-M. (2020a). La complexité et les difficultés d'être chef autochtone. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1489120/real-mckenzie-jean-charles-pietacho-chef-autochtone>.

- Yvon, A.-M. (2020b). Endiguer les préjugés et le racisme envers les Autochtones. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1533584/autochtones-mythes-pierre-lepage-education-racisme>.
- Yvon, A.-M. (2020c). Haro sur le racisme envers les Autochtones. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1499861/racisme-autochtones-maitee-labrecque-saganash-widia-lariviere-isabelle-picard>.
- Yvon, A.-M. (2020d). Qui peut s'occuper le mieux des enfants autochtones ? *Radio-Canada*. <https://ici.radiocanada.ca/espaces-autochtones/1474981/c-92-loi-enfants-autochtones-cssspnql-jacynthe-ledoux>.

Annexes

Tableau 1

Incidence des composantes problématiques de la santé selon la population en 2015

	Estimation ponctuelle par la statistique allochtone			Estimation ponctuelle par la statistique autochtone		
	N _{Brute}	PI _{Brute}	IC _{95%} du PI _{Brute}	N _{Brute}	PI _{Brute}	IC _{95%} du PI _{Brute}
Niveau de détresse psychologique élevé	1 227 110	0.2767	[0.27628 ; 0.27711]	35 605	0.11	[0.10892 ; 0.11107]
Présence d'idées suicidaires	106 418	0.02868	[0.02864 ; 0.02872]	16 184	0.05	[0.04924 ; 0.05075]
Antécédent de tentative de suicide	12 279	0.0035	[0.00344 ; 0.00355]	19 739	0.02	[0.01951 ; 0.02048]
Perception de l'état de santé général excellent / très bon	2 578 590	0.6066	[0.60614 ; 0.60705]	165 803	0.42	[0.41829 ; 0.42170]
Consommation de drogues	712 182	0.1740	[0.17364 ; 0.17435]	97 104	0.30	[0.29842 ; 0.30157]
Satisfaction à l'égard de la vie sociale	1 866 408	0.4519	[0.45143 ; 0.45236]	98 692	0.25	[0.24850 ; 0.25149]
Chômeur·euses	340 600	7.682245		71 090	18.00795	
Occupé·es	4 093 000	59.66994		323 680	46.81482	
Population active	4 433 600	64.63539		394 770	57.09678	
Population totale	6 859 400	90.84329		691 405	9.15671	

Notes. Avec les données de l'Enquête québécoise sur la santé de la population 2014-2015 (Gouvernement du Québec, 2016), des caractéristiques de la population active selon la province, données mensuelles désaisonnalisées (Statistique Canada, 2016a), de produits de données du recensement de 2016 (Statistique Canada, 2017c).

Tableau 2

Synthèse de la forme particulière que prennent les enjeux invariants délimitant l'espace stratégique d'une intervention en sécurisation culturelle adaptée au contexte innu

Catégories d'acteurs		Enjeux invariants
Acteurs économiques		Une proportion importante d'adultes est éloignée du marché du travail. Les interventions actuelles ne parviennent pas à intégrer de façon durable les membres des Premières Nations au marché du travail.
Acteurs politiques	Régionaux	Désenclaver la région de la Côte-Nord est synonyme de création d'emplois dans une région où la prévalence du chômage est particulièrement élevée. L'offre limitée en programmes d'études professionnelles et techniques dans la région force les jeunes Autochtones des régions, dans bien des cas, à devoir s'exiler dans les centres urbains.
	Provinciaux	Résistance à changer d'idée (reconnaissance du racisme systémique, formation en sécurisation culturelle, etc.). Confusion dans le partage des responsabilités gouvernementales dans un souci d'autonomie provinciale.
	Fédéraux	Devoir d'agir concrètement vers la réconciliation avec les peuples autochtones. Confusion dans le partage des responsabilités gouvernementales dans un souci de statu quo constitutionnel.
Acteurs scientifiques		A avantage à engendrer des résultats significatifs, positifs et crédibles.
Acteurs administratifs	Collectivités innues nord-côtières / conseils de bande	Les conseils de bande n'ont pas accès à des ressources financières suffisantes pour faire l'embauche d'une plus grande proportion de membres de leur communauté. Il n'y a pas assez de postes dans l'économie locale des communautés pour occuper davantage de leurs membres.
	Entreprises allochtones	Difficultés à intégrer de façon harmonieuse la main-d'œuvre autochtone. Le mouvement d'exode des populations de la région pousse les employeuses allochtones à embaucher de la main-d'œuvre innue afin de maintenir l'activité des entreprises locales.
Acteurs intervenants		Déficit de compétences en matière d'intervention autochtone Une proportion importante d'adultes est éloignée du marché du travail.
Personnes accompagnées / impliquées	Allochtones	
	Innues	Les jeunes Innues sont souvent avides de découvrir le monde allochtone, qui se situe à l'extérieur de leur réserve. La volonté de plusieurs jeunes Autochtones d'aujourd'hui de se réapproprier leur culture en réponse au fossé culturel qui a été créé entre les enfants qui ont fréquenté les pensionnats autochtones et leurs parents. Une confiance fragile envers les institutions allochtones. Les jeunes Autochtones ont une certaine incompréhension du système de qualification professionnelle, malgré un désir fréquent de contribuer, par leur travail futur, à leur communauté. Omniprésence des conseils de bande dans la gestion des affaires quotidiennes. Volonté, pour plusieurs Autochtones, d'accroître leur niveau socioéconomique.